

Chambre des Représentants

SÉANCE DU 30 MAI 1901.

Proposition de loi ayant pour objet l'amélioration de la situation des facteurs des postes.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les facteurs des postes proprement dits, ainsi que les facteurs ruraux, ont à remplir une tâche journalière souvent excessive et dépassant les limites qu'impose la résistance de l'homme ordinaire à la fatigue. C'est ainsi que, dans nombre de localités, les facteurs sont obligés de se lever à quatre heures et demie ou à cinq heures du matin pour ne rentrer chez eux que vers neuf ou dix heures du soir, quelquefois à dix heures et demie. Comme le fait justement observer M. Montignac, auteur d'un *Mémoire exposant la situation des facteurs des postes* (1), « le repos de nuit est absolument » insuffisant. Il est intolérable que des facteurs ne puissent avoir, à la condition expresse de ne prendre aucune distraction le soir, que 6 heures et demie, 7 heures ou 7 heures et demie de sommeil. »

D'autre part, les facteurs sont trop peu payés. Leurs traitements sont compris entre 900 et 1,500 francs (1,600 francs si l'on tient compte du supplément de 100 francs, accordé à titre de fin de carrière aux facteurs jouissant depuis six ans du maximum réglementaire, art. 111 du n° 1506 du *Recueil administratif*). Or, en Hollande, les traitements des facteurs sont compris entre 844 francs et fr. 1,793.50, en Allemagne, entre fr. 812.50 et 1,875 francs, en Angleterre, entre 1,100 francs et 2,180 francs; en France, la moyenne des traitements est de 1,850 francs (2).

Qu'on ne croie pas réfuter l'argument qui ressort de cette comparaison en rapprochant la rémunération des facteurs de celle des ouvriers. Le facteur n'est pas un simple ouvrier. Les connaissances qu'on peut exiger de lui,

(1) Bruxelles, 1898, p. 16. Voyez dans le même travail, pp. 12 et suivantes, les heures de service des facteurs dans un grand nombre de localités. ..

(2) D'après le mémoire cité.

la responsabilité qu'il encourt du chef de ses managements de fonds l'élèvent bien au-dessus de la condition du simple travailleur manuel. D'ailleurs, dans les actes officiels, le facteur a toujours été compté parmi les *fonctionnaires* et les *employés*. L'article 74 de l'arrêté royal du 13 novembre 1877, contenant le règlement organique de l'administration des postes et télégraphes, porte : « Les traitements des *fonctionnaires* et *employés* sont fixés comme suit »..... et vise, entre autres « *fonctionnaires* » et « *employés* », les facteurs locaux et ruraux. De même, la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques compte les facteurs parmi les « *fonctionnaires et employés* » (*Voyez* le tableau annexé à la loi et auquel elle se réfère dans ses articles 2 et 8). La distinction entre les facteurs, employés, et les ouvriers est si nette, qu'il existe une caisse de retraite et de secours des *ouvriers* des chemins de fer, postes et télégraphes — à laquelle les facteurs ne sont pas affiliés.

Nous pensons donc qu'il convient d'améliorer la situation des facteurs, et au point de vue de la quantité de travail que l'administration exige d'eux, et au point de vue de la rémunération qu'elle leur doit. C'est pour répondre à cette nécessité que nous avons déposé la proposition de loi dont le texte est joint à cet exposé.

L'ensemble des mesures qu'elle tend à faire consacrer ne constitue nullement, dans notre esprit, l'idéal à atteindre, mais répond, nous semble-t-il, à ce que les circonstances présentes permettent de faire. Nous avons cru qu'une proposition de loi était nécessaire pour formuler ces mesures et qu'il n'était pas possible de les introduire, sous forme d'amendements, dans le budget des chemins de fer.

Les articles 1, 2, 3 et 4 de notre proposition sont relatifs à la rémunération des facteurs.

Il nous paraît possible et nécessaire d'augmenter les traitements de tous les facteurs ruraux de 50 francs et ceux de tous les facteurs locaux de 100 francs. La différence se justifie par la somme de travail plus considérable que l'on exige des derniers. D'autre part, il convient de faire disparaître une anomalie que présente l'échelle des traitements : elle comporte actuellement cinq échelons pour les facteurs locaux de la première catégorie et quatre échelons seulement pour ceux des deux autres catégories. Ces bases nous conduisent à fixer les traitements de la manière suivante (sans préjudice, bien entendu, des dispositions de l'article 111, n° 1506, *Recueil administratif*) :

FACTEURS RURAUX. — 3 ^e catégorie :			
	950	au lieu de	900.
—	1,000	—	950.
—	1,500	—	1,000.
2 ^e catégorie :			
	1,000	—	950.
—	1,050	—	1,000.
—	1,100	—	1,050.

1^{re} catégorie : 1,050 au lieu de 1,000.			
—	1,100	—	1,050.
—	1,150	—	1,100.
FACTEURS LOCAUX. — 3^e catégorie : 1,100 — 1,000.			
—	1,200	—	1,100.
—	1,300	—	1,200.
—	1,400	—	1,300.
2^e catégorie : 1,200 au lieu de 1,100.			
—	1,300	—	1,200.
—	1,400	—	1,300.
—	1,500	—	1,400.
1^{re} catégorie : 1,300 — 1,100.			
—	1,400	—	1,200.
—	1,500	—	1,300.
—	1,600	—	1,400 et 1,500.

Comme il y a (d'après l'*Annuaire* 1900) 164 facteurs locaux de la 1^{re} catégorie à 1,100 francs et que leur traitement sera porté à 1,300 francs, la dépense sera, du chef de ces augmentations, de 32,800 francs. Tous les autres facteurs locaux, au nombre de 1,780, recevront un total d'augmentations de 178,000 francs et le montant des augmentations accordées aux 1,843 facteurs ruraux s'élèvera à 92,150 francs. Le total général des augmentations sera de 302,950 francs.

L'article 2 de notre proposition relève le salaire journalier actuel du facteur surnuméraire de fr. 0.10 pour la 3^e catégorie, de fr. 0.15 pour la 2^e et de fr. 0.20 pour la première. Ces salaires seront, de la sorte, mieux en rapport avec le traitement des facteurs. Le surcroît de dépense serait, de ce chef, d'environ 17,000 francs.

L'article 3 donne aux facteurs une indemnité de chaussures. Elle est moins élevée dans les grandes villes qu'ailleurs, parce que les facteurs usent moins de chaussures dans les lieux où la voirie est mieux entretenue. Nous évaluons la dépense résultant de ce chef à environ 106,000 francs.

Enfin, l'article 4 met à la charge de l'administration le prix des calendriers-étrennes. Ce n'est que juste, parce que ces calendriers servent en réalité à porter à la connaissance du public les dispositions réglementaires qui l'intéressent. On objectera que l'Administration intervient ainsi dans la question des étrennes qui, dit-on, lui est restée étrangère jusqu'à présent. Mais les étrennes sont un fait dont l'administration peut et doit tenir compte. Elle le fait d'ailleurs déjà en allouant une indemnité aux facteurs qui ne reçoivent pas d'étrennes.

En ce qui concerne la limitation du travail des facteurs, nous proposons d'abord (article 5) de leur réserver dix heures par jour de repos ininterrompu. Nous préférons un minimum d'heures de repos à un maximum d'heures de travail, qui pourrait être incompatible avec les nécessités du service.

Les facteurs qui jouissent du repos dominical (environ 3,000) ont 58 jours de congé par an. Les autres facteurs, au nombre d'un millier environ, jouissent d'un jour de congé par mois. Nous proposons d'accorder en outre, aux premiers, quatre jours de congé par an en une fois et aux seconds, huit jours en une ou deux fois. Ces quatre jours et ces huit jours coûteront à l'administration, à raison de fr. 2.60 par jour, environ 52,000 francs. Seulement, il faut que les facteurs jouissent effectivement de ces congés : aussi faut-il absolument supprimer l'imputation des jours de maladie sur les jours de congé, prévue par l'article 204 du *Règlement du service des facteurs*. La disposition finale de l'article 6 de notre proposition fait droit à cette réclamation que l'humanité ordonne évidemment d'accueillir.

La justification de l'article 7 se trouve dans les renseignements fournis par l'*Annuaire*. Les facteurs ne sont pensionnés qu'à 65 ans. Or, nous n'en avons compté dans l'*Annuaire* de 1900, que 74 qui eussent dépassé 60 ans. Ce nombre est excessivement faible, étant donné qu'il y a en tout environ 4,000 facteurs. Certes, il faut tenir compte de l'augmentation du nombre total des facteurs, par la nomination d'un grand nombre de jeunes facteurs dans les 25 ou 30 dernières années. Mais, même si l'on tient compte de cette circonstance, la proportion des sexagénaires est relativement très faible. Il y avait en 1870 environ 2,150 facteurs. En supposant les facteurs composant un pareil groupe répartis par âge comme la population mâle du royaume entre 25 et 65 ans, le nombre de ceux âgés de 60 à 65 ans devrait être de 165 environ. Or, il n'y en a que 74 de valides ! Ce calcul prouve que le service des facteurs use rapidement ceux-ci et qu'il n'est certes pas exagéré d'abaisser jusqu'à 60 ans l'âge de leur retraite facultative. Ils seront ainsi assimilés, à ce point de vue spécial, aux ouvriers manuels des métiers les plus rudes, tels que les mineurs du fond, pensionnés également à 60 ans, d'après la proposition de loi que nous avons déposée le 11 décembre 1900. Les facteurs réclament souvent le droit d'être pensionnés à 55 ans. Mais il faut observer que les facteurs âgés de moins de 60 ans et incapables de continuer leur service obtiennent une pension par application de l'article 4 de la loi du 21 juillet 1844. — D'après nos calculs, l'application de l'article 7 de notre proposition donnera lieu à une dépense certainement inférieure à 70,000 francs par an.

Les dispositions législatives que nous avons l'honneur de proposer apporteraient, nous semble-t-il, une sérieuse amélioration à la situation d'une catégorie d'employés de l'État réellement intéressante et méritante, et nous espérons qu'il sera enfin fait droit, dans la mesure du possible, aux justes réclamations qu'ils font valoir depuis longtemps.

WAROCQUÉ.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le traitement des facteurs locaux est fixé comme suit :

Pour les facteurs de la 1^{re} catégorie, de 1,300 à 1,600 francs ;

Pour les facteurs de la 2^e catégorie, de 1,200 à 1,500 francs ;

Pour les facteurs de la 3^e catégorie, de 1,100 à 1,400 francs.

Le traitement des facteurs ruraux est fixé comme suit :

Pour les facteurs de la 1^{re} catégorie, de 1,000 à 1,200 francs ;

Pour les facteurs de la 2^e catégorie, de 1,000 à 1,100 francs ;

Pour les facteurs de la 3^e catégorie, de 950 à 1,050 francs.

ART. 2.

Le salaire des facteurs surnuméraires est fixé à 3 francs, fr. 2.75 et fr. 2.50 respectivement pour les trois catégories.

ART. 3.

Tous les facteurs, locaux et ruraux, recevront une indemnité annuelle de chaussures. Cette indemnité sera de 20 francs pour les facteurs attachés aux bureaux de poste des villes de plus de 100,000 habitants et de 30 francs dans les autres localités.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De jaarwedde van de brievenbestellers voor de steden wordt vastgesteld als volgt :

Voor de brievenbestellers der 1^e klasse, van 1,300 tot 1,600 frank ;

Voor de brievenbestellers der 2^e klasse, van 1,200 tot 1,500 frank ;

Voor de brievenbestellers der 3^e klasse, van 1,100 tot 1,400 frank.

De jaarwedde van de brievenbestellers voor het platteland wordt vastgesteld als volgt :

Voor de brievenbestellers der 1^e klasse, van 1,000 tot 1,200 frank ;

Voor de brievenbestellers der 2^e klasse, van 1,000 tot 1,100 frank ;

Voor de brievenbestellers der 3^e klasse, van 950 tot 1,050 frank.

ART. 2.

Het loon der boventallige brievenbestellers wordt vastgesteld op 3 frank voor de eerste, fr. 2.75 voor de tweede en fr. 2.50 voor de derde klasse.

ART. 3.

Al de brievenbestellers, zoo voor de steden als voor het platteland, ontvangen eene jaarlijksche schadeloosstelling voor het schoeisel. Deze schadeloosstelling bedraagt 20 frank voor de brievenbestellers, gehecht aan de postkantoren der steden van meer dan 100,000 inwoners, en 30 frank voor die der andere gemeenten.

ART. 4.

Les calendriers-étrennes seront remis aux facteurs par l'Administration gratuitement et en nombre suffisant.

ART. 5.

Le travail des facteurs doit être organisé de manière à leur laisser un repos journalier ininterrompu de 10 heures au moins.

ART. 6.

Les facteurs qui jouissent du repos dominical ont droit à quatre jours de congé par an, en une fois. Les facteurs qui ne jouissent pas du repos dominical ont droit : 1° à un jour de congé par mois; 2° à huit jours de congé par an, en une ou deux fois, suivant les nécessités du service. Les jours où les facteurs ont été absents pour maladie ou pour un autre motif prévu par le règlement de service ne peuvent, sous aucun prétexte, être imputés sur les jours de congé.

ART. 7.

Les facteurs seront, s'ils le demandent, pensionnés à 60 ans.

ART. 4.

De kalenders voor nieuwjaarsgiften worden aan de brievenbestellers kosteloos en in toereikend getal ter hand gesteld door het Bestuur.

ART. 5.

Het werk der brievenbestellers moet derwijze worden ingericht, dat zij, dagelijks, ten minste 10 uren onafgebroken rust hebben.

ART. 6.

De brievenbestellers, die de Zondagsrust genieten, hebben recht op vier dagen verlof per jaar en in éénmaal. De brievenbestellers, die de Zondagsrust niet genieten, hebben recht : 1° op één dag verlof per maand; 2° op acht dagen verlof per jaar, in één- of tweemaal, volgens de noodwendigheden van den dienst. De dagen, waarop de brievenbestellers afwezig waren wegens ziekte of eenige andere reden, voorzien door de dienstverordening, mogen onder geen voorwendsel van de verlofdagen afgerekend worden.

ART. 7.

Zoo zij dit vragen, worden de brievenbestellers op pensioen gesteld op den ouderdom van 60 jaar.

WAROCQUÉ.



Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 30 MEI 1904.

Wetsvoorstel tot verbetering van den toestand der brievenbestellers.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De eigenlijk gezegde brievenbestellers, alsook de brievenbestellers voor het platteland, hebben eene vaak overdreven lastige dagtaak te vervullen, die niet in verhouding staat tot het weerstandsvermogen bij een gewoon mensch. Zoo zijn, in talrijke gemeenten, de brievenbestellers verplicht te halfvijf of te vijf uur 's morgens op te staan, om slechts te negen of tien uur, soms halfelf 's avonds, huiswaarts te keeren.

Met recht doet de heer Montignac, in zijne *Mémoire exposant la situation des facteurs des postes* (1) opmerken, dat « de nachtrust volstrekt niet toereikend is. Het is niet aan te nemen dat brievenbestellers, onder de uitdrukkelijke voorwaarde des avonds zich geene uitspanning te vergunnen, slechts 6 uren en half, 7 uren of 7 uren en half rust kunnen nemen. »

Anderzijds, worden de brievenbestellers te weinig betaald. Hunne jaarwedde groeit van 900 tot 1,500 frank (1,600 frank zoo men rekening houdt met de jaarlijksche toelage van 100 frank, op het einde hunner loopbaan toegestaan aan brievenbestellers die reeds zes jaar het door 't reglement bepaalde maximum genieten. (Art. 111, nr 1506 van het *Recueil administratif*). In Nederland bedraagt de jaarwedde der brievenbestellers van 844 frank tot fr. 1,793.50; in Duitschland, van fr. 812 50 tot 1,875 frank; in Engeland, van 1,100 tot 2,180 frank; in Frankrijk bedraagt ze gemiddeld 1,850 frank (1).

(1) Brussel, 1898, blz. 18. Zie in dat werk, blz. 12 en volgende, de diensturen van de bestellers in een aantal plaatsen.

(2) Volgens meergemelde *Mémoire*.

't Ware verkeerd, deze afdoende cijfers te willen vergelijken met de bezoldiging der werklieden. De brievenbesteller is geen eenvoudig werkman. De kennis die van hem gevergd mag worden, zijne verantwoordelijkheid uithoofde van geldbehandeling, stellen hem verre boven een gewoon handwerker. Overigens werd, in ambtelijke stukken, de brievenbesteller altijd onder de *ambtenaren* en *beambten* gerekend. Artikel 74 van het koninklijk besluit van 15 November 1877, bevattende het reglement tot inrichting van het Beheer van posterijen en telegrafen, zegt: « De jaarwedde van *ambtenaren* en *beambten* wordt bepaald als volgt: ».... Het bedoelt, onder andere « ambtenaren » en « beambten », de brievenbestellers voor de steden en voor het platteland. Zoo worden ook, in de wet van 21 Juli 1844 op de burgerlijke en geestelijke pensioenen, brievenbestellers onder de « ambtenaren en beambten » gerangschikt (*Zie de bij die wet gevoegde tabel, waarnaar zij verwijst in hare artikelen 2 en 8*). Het onderscheid tusschen brievenbestellers, beambten en werklieden is zoo duidelijk, dat er een pensioen- en onderstandsfonds bestaat voor *werklieden* bij spoorwegen, posterijen en telegrafen, en waarbij geene brievenbestellers aangesloten zijn.

Derhalve is ons gevoelen dat de toestand der brievenbestellers dient verbeterd, zoo in het opzicht van de hoeveelheid werks. door het Bestuur van hen gevorderd, als van de hun daarvoor verschuldigde bezoldiging. Om aan deze vereischte te voldoen, hebben wij het wetsvoorstel aangeboden, waarvan de tekst aan deze toelichting is toegevoegd.

De gezamenlijke maatregelen, die ons voorstel wil doen invoeren, achten we geenszins als een ideaal, doch beantwoorden aan wat de omstandigheden veroorloven. Een wetsvoorstel was, onzes inziens, noodig om die maatregelen te bepalen, want onmogelijk zou men ze als amendement aan de begrooting van spoorwegen kunnen doen aannemen.

Artikelen 1, 2, 3 en 4 van ons voorstel betreffen de bezoldiging der brievenbestellers.

Het schijnt ons mogelijk en noodzakelijk, de jaarwedde van al de brievenbestellers voor het platteland met 50 frank, en van al de brievenbestellers voor de steden met 100 frank te verhoogen. Dit verschil is gesteund op den aanzienlijkeren arbeid die van deze laatsten gevergd wordt. Anderzijds dient uit de schaal der verhoogingen eene onregelmatigheid te verdwijnen: thans telt zij vijf graden voor de brievenbestellers der steden van de eerste klas, en slechts vier voor die der twee andere klassen. Op deze grondslagen steunen wij om die jaarwedden op de volgende wijze te bepalen (ongeminderd de bepalingen van artikel 3, n^o 1506, *Recueil administratif*):

BRIEVENBESTELLERS VOOR HET PLATTELAND :

3 ^e klas :	950 in plaats van	900.
—	1,000	— 950.
—	1,050	— 1,000.

2 ^e klas :	1,000	—	950.
—	1,050	—	1,000.
—	1,100	—	1,050.
1 ^{ste} klas :	1,050	—	1,000.
—	1,100	—	1,050.
—	1,150	—	1,100.

BRIEVENBESTELLERS VOOR DE STEDEN :

3 ^e klas :	1,100	in plaats van	1,000.
—	1,200	—	1,100.
—	1,300	—	1,200.
—	1,400	—	1,300.
2 ^e klas :	1,200	—	1,100.
—	1,300	—	1,200.
—	1,400	—	1,300.
—	1,500	—	1,400.
1 ^{ste} klas :	1,500	—	1,400.
—	1,400	—	1,200.
—	1,500	—	1,500.
—	1,600	—	1,400 en 1,500.

Daar er (volgens het *Jaarboek* van 1900) 164 plaatselijke brievenbestellers van de 1^{ste} klas zijn, met eene jaarwedde van 1,100 frank, en deze op 1,500 frank zal worden gebracht, zal de uitgave, met die verhooving, 52,800 frank bedragen. Al de andere brievenbestellers voor de steden, ten getalle van 1,780, krijgen gezamenlijke verhooving tot een bedrag van 178,000 frank, en het bedrag der verhooving, aan de 1,843 brievenbestellers voor het platteland verleend, zal 92,150 frank beloopt. Deze verhooving geeft een algemeen totaal van 502,950 frank.

Bij artikel 2 van ons voorstel wordt het tegenwoordig dagloon van den boventalligen brievenbesteller verhoogd met fr. 0.10 voor de 3^e, fr. 0.15 voor de 2^e en fr. 0.20 voor de 1^{ste} klas. Aldus zal dit loon meer in verhouding staan tot de jaarwedde der brievenbestellers. Uit dien hoofde zal de uitgave dus ongeveer 17,000 frank meer bedragen.

In artikel 3 wordt aan de brievenbestellers eene vergoeding toegekend voor schoicisel. In groote steden bedraagt ze minder dan elders, omdat de brievenbestellers niet zooveel schoenen verslijten, daar waar de wegen beter onderhouden worden. De hierdoor veroorzaakte uitgave schatten wij op ongeveer 106,000 frank.

Eindelijk komt, in artikel 4, de prijs der kalenders als nieuwjaargift ten laste van het Bestuur. Dit is niet meer dan billijk, daar deze almanakken werkelijk dienen om het publiek op de hoogte te brengen van de hem aangebelangende reglementsbepalingen. Daartegen kan men inbrengen dat het Bestuur zich aldus inlaat met de nieuwjaargiften, waarin het tot hiertoe

niets te zien had. Doch deze zijn een feit geworden, waarmede het Bestuur rekening houden mag en moet. Overigens doet het dit reeds, dewijl het vergoeding verleent aan brievenbestellers die geene nieuwjaargiften krijgen.

Tot het beperken van de werkuren der brievenbestellers, stellen wij vooreerst voor (in artikel 5) hun dagelijks tien uren onafgebroken rust te verleenen. Wij geven de voorkeur aan een minimum rusturen boven een maximum werkuren, dat mogelijk niet gepaard zou kunnen gaan met de noodwendigheden van den dienst.

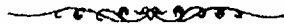
De brievenbestellers (ongeveer 5,000 in getal) die zondagsrust genieten, hebben 58 dagen verlof per jaar. De andere brievenbestellers — een duizendtal ongeveer — hebben één verlofdag in de maand. Bovendien stellen wij voor, aan de eersten jaarlijks vier verlofdagen, in éénmaal, en aan de tweeden, acht verlofdagen, in één- of tweemaal, te verleenen. Deze vier en acht dagen zullen, op den voet van fr. 2.60 daags, aan het Bestuur omtrent 52,000 frank kosten. Doch de brievenbestellers dienen deze verlofdagen werkelijk te genieten; ook mag men niet langer de dagen van ziekte van de verlofdagen afrekenen, zooals in artikel 204 van de *Dienstverordening voor de brievenbestellers* is voorgeschreven. De slotbepaling van artikel 6 van ons voorstel laat recht wedervaren aandezen eisch, waarvan de inwilliging ongetwijfeld door de menscheijkheid wordt opgelegd.

Tot rechtvaardiging van artikel 7, dienen de inlichtingen, ons door het *Jaarboek* verstrekt. De brievenbestellers krijgen slechts pensioen op den ouderdom van 65 jaar. Welnu, in het *Jaarboek* voor 1900, vinden wij er slechts 74 boven 60 jaar. Dit getal is buitengewoon gering, wanneer men nagaat dat er in 't geheel ongeveer 4,000 brievenbestellers zijn. Voorzeker dient in aanmerking genomen, de vermeerdering van het gezamenlijk getal der brievenbestellers, tengevolge der aanstelling van tal jonge brievenbestellers in de 25 of 30 laatste jaren. Doch, zelfs deze omstandigheid ingezien, is de verhouding der zestigjarigen betrekkelijk zeer gering. In 1870, waren er ongeveer 2,150 brievenbestellers. In de veronderstelling dat de brievenbestellers, die dergelijke groep uitmaken, volgens ouderdom zouden verdeeld zijn, evenals 's Rijks bevolking van 't mannelijk geslacht, dan zou het getal van hen, die van 60 tot 65 jaar oud zijn, omtrent 165 moeten bedragen. Welnu, slechts 74 zijn nog in staat tot den dienst! Deze berekening bewijst dat de brievenbestellers spoedig door hunnen dienst versleten worden, en dat men voorzeker niet overdrijft, zoo de ouderdom waarop zij pensioen mogen vragen, tot 60 jaar wordt verminderd. In dit bijzonder opzicht, zullen zij aldus gelijkgesteld worden met handwerklieden die tot de hardste beroepen behooren. als daar zijn werklieden binnen de mijnen, die ook op 60 jaar pensioen zouden trekken, volgens het wetsvoorstel door ons den 11^e December 1900, aangeboden. Soms eischen brievenbestellers het recht om op pensioen te worden gesteld, reeds op den ouderdom van 55 jaar. Doch hier dient opgemerkt, dat brievenbestellers beneden 60 jaar, zoo zij hunnen dienst niet kunnen voortzetten, pensioen krijgen door toepassing

van artikel 4 der wet van 21 Juli 1844. — Wij hebben berekend dat de toepassing van artikel 7 van ons voorstel tot eene uitgave van voorwaar min dan 70,000 frank per jaar zal leiden.

De wetsbepalingen, die wij de eer hebben voor te stellen, zouden, onzes inziens, eene ernstige verbetering toebrengen aan den toestand van eene klas van Staatsbeambten, die wezenlijk belangstelling verdienen en verdienstelijk zijn, en wij hopen dat men eindelijk, zooveel mogelijk, recht zal laten wedervaren aan de billijke eischen die zij sinds lang doen gelden.

WAROCQUÉ.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Le traitement des facteurs locaux est fixé comme suit :

Pour les facteurs de la 1^{re} catégorie, de 1,500 à 1,600 francs ;

Pour les facteurs de la 2^e catégorie, de 1,200 à 1,500 francs ;

Pour les facteurs de la 3^e catégorie, de 1,100 à 1,400 francs.

Le traitement des facteurs ruraux est fixé comme suit :

Pour les facteurs de la 1^{re} catégorie, de 1,000 à 1,200 francs ;

Pour les facteurs de la 2^e catégorie, de 1,000 à 1,100 francs ;

Pour les facteurs de la 3^e catégorie, de 950 à 1,050 francs.

ART. 2.

Le salaire des facteurs surnuméraires est fixé à 3 francs, fr. 2.75 et fr. 2.50 respectivement pour les trois catégories.

ART. 3.

Tous les facteurs, locaux et ruraux, recevront une indemnité annuelle de chaussures. Cette indemnité sera de 20 francs pour les facteurs attachés aux bureaux de poste des villes de plus de 100,000 habitants et de 30 francs dans les autres localités.

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De jaarwedde van de brievenbestellers voor de steden wordt vastgesteld als volgt :

Voor de brievenbestellers der 1^e klasse, van 1,500 tot 1,600 frank ;

Voor de brievenbestellers der 2^e klasse, van 1,200 tot 1,500 frank ;

Voor de brievenbestellers der 3^e klasse, van 1,100 tot 1,400 frank.

De jaarwedde van de brievenbestellers voor het platteland wordt vastgesteld als volgt :

Voor de brievenbestellers der 1^e klasse, van 1,000 tot 1,200 frank ;

Voor de brievenbestellers der 2^e klasse, van 1,000 tot 1,100 frank ;

Voor de brievenbestellers der 3^e klasse, van 950 tot 1,050 frank.

ART. 2.

Het loon der boventallige brievenbestellers wordt vastgesteld op 5 frank voor de eerste, fr. 2.75 voor de tweede en fr. 2.50 voor de derde klasse.

ART. 3.

Al de brievenbestellers, zoo voor de steden als voor het platteland, ontvangen eene jaarlijksche schadeloosstelling voor het schoeisel. Deze schadeloosstelling bedraagt 20 frank voor de brievenbestellers, gehecht aan de postkantoren der steden van meer dan 100,000 inwoners, en 30 frank voor die der andere gemeenten.

ART. 4.

Les calendriers-étrennes seront remis aux facteurs par l'Administration gratuitement et en nombre suffisant.

ART. 5.

Le travail des facteurs doit être organisé de manière à leur laisser un repos journalier ininterrompu de 10 heures au moins.

ART. 6.

Les facteurs qui jouissent du repos dominical ont droit à quatre jours de congé par an, en une fois. Les facteurs qui ne jouissent pas du repos dominical ont droit : 1^o à un jour de congé par mois ; 2^o à huit jours de congé par an, en une ou deux fois, suivant les nécessités du service. Les jours où les facteurs ont été absents pour maladie ou pour un autre motif prévu par le règlement de service ne peuvent, sous aucun prétexte, être imputés sur les jours de congé.

ART. 7.

Les facteurs seront, s'ils le demandent, pensionnés à 60 ans.

ART. 4.

De kalenders voor nieuwjaarsgiften worden aan de brievenbestellers kosteloos en in toereikend getal ter hand gesteld door het Bestuur.

ART. 5.

Het werk der brievenbestellers moet derwijze worden ingericht, dat zij, dagelijks, ten minste 10 uren onafgebroken rust hebben.

ART. 6.

De brievenbestellers, die de Zondagsrust genieten, hebben recht op vier dagen verlof per jaar en in éénmaal. De brievenbestellers, die de Zondagsrust niet genieten, hebben recht : 1^o op één dag verlof per maand ; 2^o op acht dagen verlof per jaar, in één- of tweemaal, volgens de noodwendigheden van den dienst. De dagen, waarop de brievenbestellers afwezig waren wegens ziekte of eenige andere reden, voorzien door de dienstverordening, mogen onder geen voorwendsel van de verlofdagen afgerekend worden.

ART. 7.

Zoo zij dit vragen, worden de brievenbestellers op pensioen gesteld op den ouderdom van 60 jaar.

